

Déclaration liminaire des élus de la CGT des Finances Publiques

CAP DE MUTATION DES GÉOMÈTRES DU CADASTRE

Nous ne commencerons pas cette CAP sans nous insurger contre le déni de démocratie imposé par M.Parent, sous couvert de ses ministres de tutelle et du Président de la République.

En divisant par deux le temps de préparation des dossiers, la DGFIP a nivelé et donc faussé le résultat des dernières élections professionnelles qui, pour notre corps, ont placé la CGT largement en tête avec près de 70 % des voix (soit 5 élus sur 6). Cette confiance accordée par nos collègues est l'héritage d'un long travail de réflexion, reconnu, sur les missions cadastrales. Nous en voulons pour preuve le grand nombre de « cadastraux » qui assistent aux réunions régionales que nous organisons afin de trouver la riposte idoine à vos projets de casse du service public cadastral. Concernant la réduction drastique des temps de consultation, la question qui nous taraude est de savoir à qui profite le crime ? A l'évidence, et il en va à la DGFIP comme partout ailleurs, secteur privé comme public, la CGT est le seul et dernier rempart contre le libéralisme, qu'il convient de museler. Ces basses manœuvres n'honorent ni ceux qui en sont les initiateurs ni leurs complices.

Dans le droit fil de ce que nous venons de vous dire, l'attaque que vous avez menée contre le bon fonctionnement de nos instances en est la démonstration éclatante. Limiter l'examen en séance aux seuls cas dits sensibles, sans porter un regard sur l'ensemble du mouvement, c'est se priver de la possibilité d'améliorer celui-ci. Vous vous sentez à ce point infallible ? Souvenez-vous du nombre d'informations que nous vous avons apportées par le passé et qui ont permis à des collègues d'avoir une carrière apaisée, sans les craintes de l'éloignement, leur permettant par là-même de stabiliser les équipes de travail au sein des structures. Cette année encore, nous avons fait le job et nous tenons à votre disposition la liste des départs à la retraite prévus que notre réseau a eu la conscience de nous faire parvenir.

Concernant l'exécutif, Monsieur Macron a dû rester trop longtemps le nez dans ses livres. Il y a puisé, avec l'art de la synthèse qu'il a pu mettre en œuvre au fil de ses années socialistes et à l'ENA, toute la gamme d'entourloupes et de stratagèmes possibles. Trouver des boucs émissaires et les incriminer dans le seul but de les placer en incapacité d'agir, de penser et *de facto* de contester, tels sont ses buts à peine déguisés. Les dernières mises en œuvre de la méthode ont un point commun : elles sont livrées sous forme de « Blitzkrieg ».

Attaquer sur tous les fronts en confisquant tous moyens de défense à l'adversaire : la conception d'une nouvelle France sociale est en marche. L'attitude qui consiste à taper sur le dos des affaiblis est ciblée, elle est confortable. Après des débats sur la refonte du Code du travail tronqués, les ordonnances ont permis de « libéraliser le marché du travail ». Résultat connu à ce jour : une vague de plans sociaux sans la moindre trace d'un emploi créé, tout au plus des pin's brandis fièrement par le MEDEF pour rappeler une certaine époque avec la même intention. En s'attaquant à la CSG, le monarque avait cru trouver enfin le soutien populaire attendu. Il avait annoncé des fiches de paye mentionnant des hausses significatives, le retour bien mérité des taxes dont ont été exonérées les entreprises.

Il voulait redonner du pouvoir d'achat aux français et quelques mois après, le constat est unanime : plus de taxes et moins de salaires, la pilule est amère. Alors ne se démontant en aucun cas dans ses

Montreuil, le 15/03/2018

Syndicat national

CGT Finances Publiques

• Case 450 ou 451

• 263 rue de Paris

93514 Montreuil Cedex

• www.financespubliques.cgt.fr

• Courriels : cgt@dgfip.finances.gouv.fr

• dgfip@cgt.fr

• Tél : 01.55.82.80.80

• Fax : 01.48.70.71.63



volontés de prolonger le saccage, on a repris la vieille et récurrente idée que les statuts particuliers et les organes contestataires étaient des freins à la mise en place des idées des génies de la finance. La SNCF, en tête de liste, va recevoir la première salve. Ces nantis qui disposent d'un statut particulier et d'avantages sans précédents. Des voyages gratuits des primes « charbon » encore d'actualité à l'ère de l'électricité et leur régime de retraite qui permet de partir à 52 ans... autant de mensonges qui participent à la panoplie des objets de stigmatisation déployée.

Tout a été orchestré autour pour communiquer coûte que coûte, y compris des informations erronées, inexactes, les rapports à charge, les fuites volontaires dans les médias. Que serait la politique sans les médias ? Le venin instillé dans les esprits fait petit à petit son œuvre... Dans la poursuite de son entreprise de démolition, tout y passe : concertations de façade, décisions en hâte, mise en opposition des divers acteurs... Les grands chantiers annoncés vont ensuite pouvoir démantibuler la formation professionnelle, l'assurance chômage, l'apprentissage, les retraites. 18 mois avec des échéances tellement contraintes que les avancées ne peuvent se faire qu'à coups de fouet.

C'est déjà le tour de la Fonction publique et la refonte du contrat social avec les agents publics annonce la couleur.

4 chantiers prioritaires : un nouveau modèle de dialogue social, le recours plus affirmé à des personnels contractuels, la rémunération au mérite et la mobilité, la transition professionnelle des agents. Un calendrier à la hussarde : juin-octobre 2018 et réunion de conclusion fin octobre. Il faut aller vite, très vite et vider de son sens tous les débats du « dialogue social », ils freinent la bonne marche des instances administratives.

Et quel sort nous réserve CAP22 ? Là encore, le gouvernement a donné en premier les cartes à l'IGN. Les personnels de l'institut ont été avisés par une lettre d'information de leur Directeur général du mandat que lui a confié le Ministre Hulot le 12 décembre 2017... Lors de notre CAP de titularisation, le bureau GF3A a essayé de nier avoir eu connaissance d'un tel mandat. Et quand bien même cela aurait provoqué une quelconque réaction de la part du bureau prétendu « mission », ils sont prêts à vendre le Cadastre immédiatement. Ainsi donc le « Paquebot » qui faisait frissonner le monde politique a perdu de son aura ? Vous n'êtes pas sérieux et nous émettons de plus en plus de doute sur la valeur de votre parole.

Nous aimerions pouvoir échanger avec vous sur la mission cadastrale sans apprendre par des sources externes ce qui se passe à notre sujet. Alimenter le débat semble

offrir trop d'opportunités aux contestataires. La méthode du passage en force s'impose alors, car M Parent nous aimerait plutôt voir plier sur le champ. De toute façon, depuis longtemps, vous communiquez très peu quand vous ne restez pas muets : mais on comprend aujourd'hui pourquoi vu les documents en notre possession : vous balancez le plan cadastral tout en essayant de capter les emplois qui y sont (y étaient ?...) attachés ! L'escroquerie complète !...

Nous allons donc à la recherche de toutes les informations possibles. Ainsi, nous avons rencontré mercredi nos camarades de la CGT IGN. L'institut a estimé à 40 équivalents temps plein pendant 7 ans les moyens humains nécessaires à la réalisation de la RPCU ! Le directeur de l'IGN refuse de mettre la main à la poche et nos collègues nous ont clairement laissé entendre que dans ces conditions, la RPCU n'aboutirait pas.

Pour la CGT Finances Publiques, on ne peut pas concevoir que GF3A ne soit pas au courant. Dans ces conditions, les questions induites sont graves : depuis quand et pourquoi GF3A ment-il aux agents ? L'avenir du plan cadastral public n'est-il pas d'ores et déjà scellé ? Ce qui se profile à la DGFIP n'est-il que le prétexte d'une casse en règle du Service Public ? Nous n'allons pas jouer sur les mots : l'analyse de la situation politique du pays s'apparente plus à une dictature (médias au garde à vous, oppositions muselées, contre-pouvoirs menottés, pensée unique omnipotente et omniprésente ...), milice dans les rues en moins.

La CGT a fait un choix clair et responsable en refusant un blanc-seing au banquier Macron. L'histoire lui donne raison et l'État macronien la trouvera toujours dressée devant lui à chaque attaque contre les fondements issus du Conseil National de la Résistance, qui sont le ciment de notre Nation.

Mais il est vrai que l'énarchie s'affranchit assez facilement des conquies de haute lutte pour récupérer à chaque fois les profits et les partager entre gens de bonne compagnie. L'ultralibéralisme qui suinte de cette école et qui est contraire aux intérêts de l'état qu'elle est censée servir est écoeurant et révoltant ; le DG a du ferrailer ferme pour conserver intact le « verrou de Bercy », cœur de pouvoir de l'appareil fiscal d'état aux services des copains.

Le poison est partout, aux postes clé, à la cours des comptes (on n'est jamais mieux contrôlé que par soi-même)... A ce propos, nous attendons les mesures énergiques que prendra la DGFIP pour faire la transparence sur la rémunération de ses plus hauts cadres... Il est

certainement plus facile de mettre la fonction publique et ses missions à l'index...

Pour sûr, elles sont mises à mal sur tous les plans : le mouvement présenté aujourd'hui est certes abouti, mais avec 75 vacances, la CGT parle de réelle catastrophe : dans les faits, cela sert vos desseins... Les géomètres sont dans la cible, puis après eux les collègues des SIP qui vont subir le prélèvement à la source, puis les SPF, puis... Puis la DGFIP toute entière sera engloutie dans le grand tourbillon libéral!

Une fois encore, reprenez nos déclarations liminaires passées. Ce n'est pas de gaieté de cœur que nous constatons que nous avons eu raison sur toute la ligne. Les géomètres sont une variable d'ajustement, que vous appelez à la rescousse fiscale alors que vous les avez sciemment écartés de la révision des locaux professionnels.

Vous trompez les nouvelles recrues sur le contenu réel des missions que vous allez leur assigner. Vous nous demandez de retourner en CCID présenter des évaluations pour lesquelles nous ne sommes pas intervenus : allez au casse-pipe mais gardez votre obligation de réserve ! Pour les collègues, c'en est trop. Nous sommes géomètres, mais aussi citoyens, usagers, témoins des dérives que la DGFIP a provoqué par les suppressions d'emploi et les réformes de structures. Vous savez amadouer les susceptibilités en reconnaissant notre statut de « sachants », écoutez-nous alors ! Une fiscalité locale efficace, on sait faire ! La mise à jour du plan au service de la mission triple, on sait faire ! Dans le privé, que vous vous acharnez à singer, ce serait une faute professionnelle de ne pas s'appuyer sur les compétences. A moins que la finalité soit de tout balancer par la fenêtre. Vous connaissez l'adage : qui veut noyer son chien l'accuse d'avoir la rage. Craignez les géomètres enragés !

Élections professionnelles DGFIP
pour mes droits
du 29 novembre
6 décembre
2018 **JE VOTE CGT**

TOUTES et TOUS MOBILISÉ.E.S
LE 22 MARS 2018

